

MARCHE PUBLIC

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

**Acheteur :
FranceAgriMer**

Etablissement National des produits de l'agriculture et de la mer

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

**Accompagnement en gestion de projet auprès du ministère tunisien en charge de
l'agriculture**

Etabli conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique

Procédure de consultation utilisée :

Consultation selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert en application des article L.2120-1-3,
L.2124-1, R.2124-2-1 et R. 2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique en vigueur

Date limite de remise des offres : **le 26 mars 2025 avant 18h00**

SOMMAIRE

I - CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
1. <i>PREAMBULE</i>	4
2. <i>OBJET DU MARCHE</i>	4
3. <i>PARTIES CONTRACTANTES</i>	4
3.1 Identification des parties contractantes	4
3.2 Forme des notifications et informations	5
4. <i>DUREE DU MARCHE</i>	5
5. <i>DOCUMENTS CONTRACTUELS</i>	6
6. <i>BUDGET ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</i>	6
6.1 Budget alloué au marché	6
6.2 Objectif du marché et description des prestations	6
7. <i>MARCHE A TRANCHES</i>	6
7.1 Modalités d'exécution des tranches	6
7.2 Déclenchement des tranches	7
8. <i>PRIX DU MARCHE</i>	7
8.1 Nature du prix	7
8.2 Contenu du prix	7
8.3 Actualisation des prix	8
9. <i>OBLIGATION DES PARTIES</i>	8
1.1 Obligations du titulaire	8
1.2 Obligation de l'acheteur	9
1.3 Co-traitance	9
1.4 Sous-traitance	10
10. <i>CONFIDENTIALITE ET RGPD</i>	10
11. <i>PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE</i>	11
12. <i>CLAUDE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE</i>	11
13. <i>ADMISSION DES PRESTATIONS</i>	11
14. <i>MODALITES DE REGLEMENT</i>	12
14.1 Avance	12
14.2 Échéancier de paiement	13
14.3 Facturation	13
14.4 Délais de paiement et intérêts moratoires	14
15. <i>PENALITES</i>	14
15.1 Pénalités pour retard	14
15.2 Pénalités en cas de manquements dans la remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	15
15.3 Application des pénalités	15
16. <i>ASSURANCE</i>	15
17. <i>RESILIATION</i>	16
17.1 Dispositions générales	16
17.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général	16
17.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché	16

17.4	Résiliation pour événements liés au marché	17
17.5	Résiliation pour faute du titulaire	17
18.	<i>EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES</i>	18
19.	<i>CESSIONS</i>	18
19.1	Cession ou nantissement de créances	18
19.2	Cession du marché	18
20.	<i>LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION</i>	19
II – CLAUSES TECHNIQUES		20
21.	<i>CONTEXTE DE L'APPUI</i>	20
Le programme PRIMEA		20
L'assistance technique de FranceAgriMer dans le cadre du PRIMEA		21
22.	<i>DESCRIPTION DE LA PRESTATION :</i>	21
23.	<i>METHODOLOGIE</i>	23
24.	<i>LIVRABLES ATTENDUS</i>	23
25.	<i>SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ETUDE</i>	24
26.	<i>DELAIS DE LIVRAISON</i>	25
27.	<i>LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS</i>	26
Annexe 1 : Clauses relatives aux données protégées		27
Annexe 2 : Charte de déontologie des achats de FranceAgriMer		

I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. PREAMBULE

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public administratif qui exerce ses missions pour le compte de l'État français, en lien avec le ministère chargé de l'agriculture français.

Ces missions consistent principalement à favoriser la concertation au sein des filières de l'agriculture et de la mer, à assurer la connaissance et l'organisation des marchés, ainsi qu'à gérer des aides publiques nationales et européennes.

FRANCEAGRIMER a décidé de passer un marché public afin de réaliser l'accompagnement d'une unité du ministère tunisien en charge de l'agriculture dans la conduite d'un projet de coopération internationale.

2. OBJET DU MARCHÉ

La prestation attendue au titre du présent marché a pour objectif d'accompagner le ministère tunisien chargé de l'agriculture pour piloter le programme PRIMEA (Programme de Relance de l'Investissement et de Modernisation des Exploitations Agricoles) en étroite concertation avec l'Unité de Gestion par Objectif (UGO) hébergée au sein dudit ministère et en collaboration avec la Mission des Affaires Européennes et Internationales de FranceAgriMer (FAM/MAEI).

3. PARTIES CONTRACTANTES

3.1 *Identification des parties contractantes*

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

1. L'acheteur :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, dont le siège est situé 12, rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93) représenté par son directeur général, Monsieur Martin GUTTON.

L'acheteur fait connaître au titulaire dès la notification du marché la ou les personnes physiques, qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés pour les besoins de l'exécution du marché.

2. Le prestataire de services :

Désigné sous la dénomination « le titulaire » dans le présent document, qui aura conclu le marché avec l'acheteur.

De son côté, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dans les délais requis ou impartis par le présent marché, dès notification de leur nom à l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le titulaire est également tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment sur :

- les personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- les renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

3.2 Forme des notifications et informations

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause, le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

4. DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de sa notification.

Il est conclu pour une durée maximale jusqu'au 30 septembre 2026 en cas d'affermissement de la tranche optionnelle 1.

Les tranches du marché prennent fin :

- au 31 octobre 2025 pour la tranche ferme ;
- au 30 septembre 2026 pour la tranche optionnelle 1 ;

La tranche optionnelle 1 pourrait être affermée au plus tard deux mois avant son démarrage opérationnel. L'absence d'affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnisation du candidat. Pour simple information, le début de la tranche optionnelle (TO1) est souhaité au 1er novembre 2025.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont les suivants par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) dûment complété et signé et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières et son annexe 1 (charte de déontologie);
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels avenants;
- l'offre technique du titulaire présentant de façon détaillée les modalités de réalisation des prestations faisant l'objet du marché et la grille de décomposition du prix de la prestation ;

Toute condition générale de vente du titulaire contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Seules les pièces détenues par l'acheteur font foi.

6. BUDGET ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Budget alloué au marché

Le budget maximum alloué au présent marché est de 143 000 € HT.

6.2 Objectif du marché et description des prestations

Il est attendu du prestataire la réalisation d'un accompagnement sous la forme d'un appui perlé et à distance du bénéficiaire, d'une mission de lancement chez le bénéficiaire tunisien et d'une mission trimestrielle d'appui en Tunisie.

Le descriptif de la prestation attendue au titre du marché figure dans la partie « clauses techniques » du présent document.

7. MARCHE A TRANCHES

7.1 Modalités d'exécution des tranches

En application des articles R.2113-4 et R.2113-5 du code de la commande publique, le présent marché est composé d'une tranche ferme (TF) et d'une tranche optionnelle (TO1). Les tranches sont définies comme suit :

- la tranche ferme (TF) porte sur les 4 premiers mois du marché (durée estimée).
- la tranche optionnelle 1 (TO1) porte sur les 11 derniers mois du marché (durée estimée).

La tranche ferme (TF) estimée à 4 mois est prévue dans le cadre de la convention de projet en cours. La tranche optionnelle 1 (TO1) de 11 mois interviendra en cas de prolongation de la convention précitée.

Dans un marché à tranches optionnelles, l'acheteur public n'est engagé que sur la tranche ferme ; en revanche, le titulaire l'est sur l'ensemble des tranches du marché.

7.2 Déclenchement des tranches

Tranche ferme

La tranche ferme débute à la date de notification du marché.

Tranches optionnelles

- La tranche optionnelle (TO1) du marché est conditionnée par la notification au titulaire de la décision unilatérale de l'acheteur de son affermissement. La notification sera émise au plus tard 2 mois avant le début de la TO1.
- Le début de la tranche optionnelle (TO1) est souhaité au 1^{er} novembre 2025.

Au-delà de ces dates, sauf accord du titulaire, le titulaire sera libéré de tout engagement concernant les prestations de la tranche optionnelle concernée.

L'absence d'affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

L'ordre de service affermissant la tranche optionnelle comporte au minimum les mentions suivantes :

- date et numérotation de l'ordre de service,
- nom du destinataire de l'ordre de service,
- rappel de l'identification du marché et de la tranche optionnelle,
- désignation de la prestation commandée,
- prix hors taxe et prix total toutes taxes comprises.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1 Nature du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix est forfaitaire, ferme et actualisable.

8.2 Contenu du prix

Le prix est réputé avoir été établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Il est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du marché et tous autres frais notamment :

- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- des frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,

- les marges pour risques notamment celles à l'évolution du taux change et des marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres,

De façon générale, le prix doit comprendre l'ensemble des frais y afférents (ex : frais de déplacements et d'hébergement, frais administratifs, téléphoniques, connexion internet, ...) ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de correction des documents à la demande de FAM, etc.).

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT figurant dans l'annexe financière et dans l'acte d'engagement. **Si le prestataire est hors de France et intra-communautaire**, le prix proposé n'est pas libellé en TTC et ne fait pas apparaître la TVA dans la mesure où il revient à l'acheteur d'auto-liquider directement le montant de la TVA correspondant selon le taux en vigueur en France.

8.3 Actualisation des prix

Conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, le prix de chaque tranche est actualisable dès lors qu'un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le prestataire a fixé son prix dans l'offre (date limite de remise des offres) et la date de début d'exécution des prestations de la tranche concernée.

La valeur à prendre en compte n'est donc pas celle du mois de début d'exécution des prestations mais celle antérieure de trois mois.

Le prix du marché sera actualisé selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

P1 : prix actualisé de la tranche concernée

P0 : prix initial de la tranche concernée

S0 : Valeur de l'index SYNTEC au mois d'établissement des prix (indice du mois de remise des offres soit mars 2025)

S1 : Valeur de l'index Syntec connu trois mois avant la date de début d'exécution des prestations

9. OBLIGATION DES PARTIES

9.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à réaliser, dans les règles de l'art qui leur sont propres, les prestations décrites dans le présent cahier des clauses particulières.

À ce titre, il s'engage notamment :

- à exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type de marché et à consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés ;

- à apporter une attention particulière quant à la fiabilité et à la représentativité des données fournies ; faire apparaître les sources exactes pour toutes les données et les dires d'experts fournis ;
 - mentionner tout commentaire qualitatif, dès lors qu'il accroît la capacité à comparer les informations ;
 - transmettre tous les chiffres dès lors qu'il en existe plusieurs pour une même donnée
- à informer sans délai l'acheteur de tout retard ou de toute difficulté rencontrée dans l'exécution du marché.

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

Il doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

Six mois après la date de notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 ou D.8254-3 du code du travail.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle informe l'acheteur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire cesser la situation.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités. **Par ailleurs, le prestataire établi hors de France devra remettre avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés si tel est son cas les documents prévus à l'article R1263-12 du code du travail.**

9.2 Obligation de l'acheteur

L'acheteur s'engage à communiquer toutes les données ou documents en sa possession qui s'avéreront nécessaires au titulaire pour exécuter les prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

9.3 Co-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

9.4 Sous-traitance

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations du marché qu'à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions des articles L2193-1 à L2193-12 et R2193-1 au R2193-16 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis à l'acheteur contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent marché s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

La pénalité prévue à l'article 15.1 du présent document pourra être appliquée si la demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant reste infructueuse.

10. CONFIDENTIALITE ET RGPD

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

L'annexe 1 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application de la clause de résiliation pour faute du titulaire prévu par le présent document à l'article 17.5.

11. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 1 au présent document.

12. CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit à l'acheteur :

- la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux livrables qui sont cédés dans le cadre du présent marché

- qu'il n'existe aucun litige en cours ou imminent relatif aux droits objet de la cession,
- qu'il l'indemniserà, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, de toute action ou réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne à laquelle l'exploitation des résultats aurait porté atteinte.

La responsabilité du titulaire du marché n'est pas engagée pour toute allégation concernant les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support :

- qui lui ont été communiqués par l'acheteur et qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché (rapport, études, données chiffrées)

- les éléments incorporés dans les livrables à la demande expresse de l'acheteur,
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse

Le titulaire ne pourra pas exploiter les livrables fournis au titre du présent marché sans autorisation expresse préalable de l'acheteur. Le titulaire dispose, et seulement pour les besoins découlant du marché, d'un droit d'utilisation sur les documents et informations remis par l'acheteur lors de l'exécution du marché. Les documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ne sont pas concernés par cette disposition.

13. ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour assurer le suivi et la bonne exécution du marché, un comité de pilotage sera constitué et des réunions seront organisées avec le titulaire (article 25 du présent document).

Le titulaire doit tenir informé par écrit l'acheteur du déroulement des prestations et lui signaler sans délai toute difficulté rencontrée.

Les livrables, tous les types de documents, fichiers ou feuilles de temps remis par le titulaire au titre du présent marché feront l'objet de vérifications qualitatives et quantitatives permettant de s'assurer qu'ils répondent bien aux stipulations décrites au présent document.

- Le silence de l'acheteur dans un délai de 30 jours ouvrés après réception des livrables vaut admission. Si les vérifications ne s'avèrent pas satisfaisantes (non-conformité aux prescriptions du marché, ...), l'acheteur prononce : une décision d'ajournement en invitant le titulaire à présenter à nouveau dans un délai qui ne saurait dépasser **dix jours** le livrable concerné. En cas de refus ou de silence du titulaire, l'acheteur prononce une admission avec réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte, ou une décision de rejet,
- une décision de réfaction proportionnelle aux modifications non prises en compte,
- ou une décision de rejet.

Prises après convocation du titulaire pour être entendu.

14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-13 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance est versée au titulaire du marché. Le montant de l'avance est calculé comme suit :

La durée de chaque tranche étant inférieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le délai global de paiement de l'avance court pour chaque tranche, à compter de la date de notification du marché (tranche ferme) et de la notification de l'ordre de service d'affermissement de la tranche optionnelle (le cas échéant). Ce délai ne peut excéder 30 jours.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché diminué le cas échéant du montant des prestations du marché confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations du marché qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part de celui-ci postérieurement à la notification du marché, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant au titre de la facture du solde du marché.

14.2 Échéancier de paiement

Sans préjudice du droit au versement d'un acompte, le paiement du marché sera effectué à la validation de toutes les prestations prévues dans la tranche ferme par l'acheteur et dans la tranche optionnelle 1 affermie le cas échéant.

- **Acompte**

Comme le prévoit les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois; cette périodicité peut être ramenée à 1 mois uniquement sur demande du titulaire lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire.

L'acheteur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, ils le notifient ainsi arrêté au titulaire.

- **Solde**

Le paiement du solde du montant des prestations intervient à la validation des résultats et livrables définitifs du marché

14.3 Facturation

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire. Ainsi le titulaire doit transmettre sa facture via Chorus Portail Pro.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, chaque facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D.2192-2 du code de la commande publique et notamment :

- l'identification du marché ;
- le n° SIRET identifiant de FranceAgriMer (130 006 364 00017) ;
- le numéro d'engagement juridique transmis par FranceAgriMer à la notification du marché (commande) ;
- le code service MAEI 15009.

Les factures devront être libellées en euros.

14.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le paiement des sommes dues aux titulaires au titre du présent marché est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception par l'acheteur de la facture dans les conditions fixées aux articles 14.2 et 14.3.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-après donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander à l'acheteur une indemnisation complémentaire, sur justification.

15. PENALITES

15.1 Pénalités pour retard

En cas de dépassement des dates butoir de livraison fixées dans le présent cahier des charges (cf. articles 22, 24, 25 et 26 du présent document) pour la fourniture des livrables, le titulaire encourt l'application de pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{90}$$

P = montant de la pénalité

R = nombre de jours ouverts de retard

V = montant forfaitaire HT de la tranche concernée du marché.

15.2 Pénalités en cas de manquements dans la remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de faire agréer ses sous-traitants par l'acheteur. Dans le cadre du présent marché, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

15.3 Application des pénalités

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont réputées être imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire. Elles ne sont pas applicables si le titulaire justifie d'un cas de force majeure ou le fait de l'acheteur.

Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

Elles sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de la défaillance par l'acheteur à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance.

Les pénalités seront déduites des paiements effectués par l'acheteur.

Le titulaire peut toutefois, à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative à la sous-traitance, proposer des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements.

L'acheteur se réserve le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

16. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit une **assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle** pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant au acheteur qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa **responsabilité civile**. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation

sur demande de l'acheteur dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17. RESILIATION

17.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

17.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général.

Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il subit du fait de la décision de résiliation.

A cet effet, il incombe au titulaire de présenter au acheteur une demande écrite accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

17.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

- décès ou incapacité civile du titulaire. l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès du titulaire ou de son incapacité civile,
- redressement judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L631-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement,
- liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L640-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est

prononcée prend effet à la date de l'événement ou à l'expiration du délai de réponse d'un mois dont il dispose pour se prononcer,

- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par l'acheteur.
- Fin d'exécution anticipée de la convention d'exécution entre FranceAgriMer et la DGFOP portant sur le financement de l'assistance technique PRIMEA.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre pas droit à une indemnité.

17.4 Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemnisé que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute indemnité.

17.5 Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut décider de résilier le marché sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail ;
- en cas de refus de produire les éléments prévus à l'article D.8254-2 ou à l'article D.8254-3 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent marché ;
- interdiction, postérieurement à la signature du présent marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-respect par le titulaire des obligations contractuelles fixées au présent document ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non-respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 17.3 ci-dessus ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels ;

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

18. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de non-respect grave et réitéré de ses obligations contractuelles, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19. CESSIONS

19.1 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

19.2 Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'acheteur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés sont les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats au présent marché à l'appui de leur dossier de candidature.

L'acheteur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite. La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et de l'acheteur.

20. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

21. CONTEXTE DE L'APPUI

Le programme PRIMEA

L'Etat tunisien est dans une dynamique de relance de l'investissement et a adopté un Code des Investissements pour accentuer sa contribution financière dans les différents secteurs de l'économie. Le Programme de Relance de l'Investissement et de Modernisation des Exploitations Agricoles (PRIMEA) a vocation à appuyer l'Etat dans la relance de l'investissement agricole. Son budget est de 76M€, dont 62M€ financés par l'Agence Française de Développement (AFD) et 14M€ par la Commission européenne.

Ce programme (2019-2026), doit accroître la compétitivité et la résilience de l'agriculture tunisienne en améliorant plus spécifiquement :

- l'accès des exploitations agricoles au financement de leurs investissements productifs, par un appui à la déclinaison agricole du plan de relance de l'investissement en Tunisie ;
- la productivité des exploitations agricoles, au travers d'un dispositif de conseil technicoéconomique performant et massifié ;
- l'environnement de l'investissement agricole en Tunisie, notamment pour une meilleure prise en compte du rôle des femmes dans la politique d'aide à l'investissement agricole.

Pour atteindre les objectifs ciblés, le projet est structuré selon les composantes suivantes :

- Composante 1 : Appui à la relance de l'investissement agricole, en améliorant les performances et la capacité du dispositif d'octroi des subventions à l'investissement agricole.
- Composante 2 : Modernisation des exploitations et des organisations professionnelles agricoles en structurant un dispositif de conseil technico-économique performant.
- Composante 3 : Coopération technique - appui à la maîtrise d'ouvrage, coordination et gestion.

La maîtrise d'ouvrage du programme est assurée par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP) qui, via l'Unité de gestion par objectifs (UGO) intégrée à la Direction Générale du Financement des Investissements et des Organismes Professionnels (DGFIOP) du ministère tunisien, coordonne les différentes composantes et activités du programme.

L'assistance technique de FranceAgriMer dans le cadre du PRIMEA

FranceAgriMer (FAM) est un des partenaires de la mise en œuvre du programme, aux côtés de la Direction Générale du Financement des Investissements et des Organismes Professionnels (DGFIOP) du Ministère tunisien en charge de l'agriculture (MARHP). Une convention d'exécution du programme FAM-DGFIOP a été signée en 2018, et a cours jusqu'au 31 octobre 2025. Il est prévu que la convention soit prolongée par avenant pour suivre l'appui permis par le présent marché public. Cette convention prévoit la mise en place d'une assistance technique institutionnelle avec pour finalité l'accompagnement de l'Etat tunisien dans son objectif de renforcement de sa politique de soutien et de modernisations des exploitations agricoles tunisiennes et de mise à niveau des capacités techniques et de gestion de ce renforcement.

Par cette convention, la MAEI de FranceAgriMer est mobilisée aux côtés du Ministère tunisien en charge de l'agriculture (MARHP) depuis le 19 octobre 2020 pour fournir des appuis techniques dans le cadre du PRIMEA. Cette assistance technique institutionnelle FranceAgriMer s'organise autour de trois mandats d'intervention sur lesquels FAM mobilise de l'expertise court-terme :

- **Mandat 1 FAM :** Appui opérationnel à l'UGO dans la mise en œuvre et le suivi du programme PRIMEA ;
- **Mandat 2 FAM :** Appui-conseil auprès du MARHP pour la mise en œuvre de la composante 1 relative à l'amélioration du dispositif d'octroi des subventions aux investissements agricoles ;
- **Mandat 3 FAM :** Appui-conseil auprès du MARHP pour la mise en œuvre de la composante 3 relative à l'amélioration de l'environnement de l'investissement agricole.

22. DESCRIPTION DE LA PRESTATION :

D'une manière générale, la prestation sera d'accompagner le ministère tunisien en charge de l'agriculture dans le pilotage du programme PRIMEA, en étroite concertation avec l'Unité de Gestion par Objectifs (UGO) hébergée au sein de ce ministère et en collaboration avec FranceAgriMer. Cet appui prendra la forme d'un appui à distance (3 à 5 jours par mois) et de missions de suivi en Tunisie (une mission de lancement puis de fréquence trimestrielle) avec la fourniture de livrable (un rapport technique et financier mensuel).

Les missions de suivi en Tunisie s'effectuent principalement à Tunis au ministère chargé de l'agriculture avec possiblement des déplacements sur le terrain avec le partenaire (UGO de la DGFIOP et autres parties prenantes du programme PRIMEA). Ces missions durent entre 3 et 5 jours du lundi au vendredi durant lesquels ont lieu des réunions de travail sur les outils de gestion du projet et la définition de l'expertise nécessaire à la mise en œuvre du projet. Des réunions de coordination avec la mission locale du bailleur de fonds (AFD) peuvent être programmées ainsi que des présentations du projet par ses différentes parties prenantes (ministère chargé de l'agriculture, agence de paiement tunisienne ou représentants de producteurs).

La prestation d'inscrit dans le contexte suivant :

- Composantes = programme PRIMEA général (financé par l'Agence Française de Développement)
- Mandats (FAM) = assistance technique de FAM dans le cadre du PRIMEA

Ses activités seront articulées avec les mandats de FranceAgriMer et se présenteront ainsi :

Dans le cadre du Mandat 1 FAM :

- **Cadre de pilotage et de suivi technique et financier des activités du PRIMEA :**
 - Apporter des appuis à la mise à jour des outils de suivi du projet (cadre logique du projet – fichier texte et tableur, matrice budgétaire – texte et tableur, suivi des jours d'expertise – texte et tableur, programmation des activités- texte et tableur) ;
 - Accompagner l'UGO dans la prise en main des outils et leurs évolutions possibles.
- **Suivi-évaluation et Cadre logique du PRIMEA :**
 - Appuyer (rédiger, proposer, corriger et modifier) l'UGO dans la mise à jour / révision de la programmation des mesures du PRIMEA (liste d'activités et indicateurs répondant aux objectifs du programme) ;
 - Appuyer l'UGO (rédiger, proposer, corriger et modifier) dans le suivi-évaluation et le reporting du programme.
- **Passation de marchés :**
 - Appuyer l'UGO (relire et mettre en forme) dans la préparation des dossiers (consultation et relecture de cahiers des charges proposés par la DGFIOP pour le projet).

Dans le cadre des Mandats 2 et 3 :

- **Sur le plan stratégique et programmatique :**
 - Accompagner (conseiller, proposer, soutenir) l'UGO dans la mise en à jour des priorités d'intervention de la composante 3 du PRIMEA.
- **Études et interventions de la Composante 3 du PRIMEA :**
 - Appuyer (rédiger, proposer, corriger et modifier) l'UGO dans le pilotage contractuel et technique des interventions et des 3 études prévues par un prestataire extérieur, dont les sujets sont à définir par la DGFIOP (cadrage, suivi, contrôle-qualité des livrables) ;
 - Appuyer (rédiger, proposer, corriger et modifier) l'UGO dans la valorisation des études pour la mise en œuvre d'actions concrètes (restitutions, organisation de missions, mise en œuvre des recommandations).
- **Mission d'expertises court terme (ECT) mobilisées par FAM :**
 - Appuyer l'UGO dans l'identification, la mobilisation et le pilotage technique des Expertises court terme (missions ou visites d'études) mobilisées par FAM ;

- Appuyer l'UGO dans la valorisation des résultats des missions Expertises Court Terme (communiquer, synthétiser) sous la forme de recommandations dans les rapports mensuels ;
- Appuyer l'UGO dans la mise en œuvre et le suivi des actions qui en découlent.
-
- **Voyages d'études :**
 - Appuyer l'UGO et FAM dans la définition des contenus (choix de la thématique, détermination des interlocuteurs privilégiés, informations voyageurs) des voyages d'études du bénéficiaire en France ou dans un pays ayant retenu la validation du bailleur AFD et de FAM. Le titulaire appuiera FAM dans sa position de coordination.
 - Participer à la préparation et l'organisation des voyages d'étude de la DGFIOP en France. La présence du titulaire à ces voyages d'études est souhaitable. FranceAgriMer prendrait en charge les transports et l'hébergement du titulaire (selon le montant forfaitaire du taux de frais de mission en vigueur pour les agents publics).

Le prestataire participera également au comité de pilotage annuel en Tunisie de la convention FAM-DGFIOP. Ce COPIL doit se tenir durant l'hiver 2026 si le projet est bien prolongé. Il rédigera le compte rendu de ce comité de pilotage sous 15 jours et l'enverra aux parties prenantes après relecture et validation de FAM et du bénéficiaire du projet (DGFIOP). .

Le prestataire assistera également aux COPILS en France décrits à l'article 25 du présent CCP, soit 5 COPILS en tout en cas d'affermissement de la tranche.

23. METHODOLOGIE

La méthodologie de réalisation de la prestation est décrite par le prestataire dans son offre et répond aux objectifs fixés ci-dessus.

La méthodologie définitive employée sera validée lors du 1^{er} COPIL de l'assistance technique FAM-DGFIOP.

24. LIVRABLES ATTENDUS

L'appui fera l'objet de livrables répondants au cadre suivant :

- **Des rapports synthétiques mensuels afin de suivre l'avancement de l'appui** produits et remis à FranceAgriMer à délivrer dans un délai maximum de 15 jours à l'issue de la période considérée, avant tout partage à l'UGO. Ils préciseront entre autres :

- L'état d'avancement de chacun des mandats (sur la base du programme prévisionnel conventionné) ;
 - Les activités réalisées sur la période ;
 - Les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre pour y remédier ;
 - La programmation de travail pour le mois suivant ;
 - Les éventuelles recommandations pour la bonne réalisation du projet et de la prestation d'appui.
- Un **rapport** de mission à l'issue de chaque **mission** trimestrielle effectuée sur site, dans un délai maximum de 15 jours calendaires à l'issue de la mission.
 - Compte rendus de réunions (lancement, trimestrielles) et des COPILs.

25. SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ETUDE

Un comité de pilotage (COPIL) chargé d'assurer le suivi des prestations du marché est mis en place par FranceAgriMer. Il est composé à *minima* :

- d'un représentant de l'Unité Commission Internationale et Politique Agricole Commune de la Mission des Affaires Européennes et Internationales (FranceAgriMer/MAEI) ;
- du chef de projet (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire) ou de son représentant ;
- d'un représentant du titulaire en charge de la présente prestation ;
- et de toutes autres personnes aux compétences jugées utiles.

Le COPIL se réunira à minima lors des grandes étapes de la prestation décrites ci-dessous. Ces temps d'échange permettront de suivre l'avancement de la prestation et de présenter les documents / livrables intermédiaires attendus. Le titulaire rédigera un compte-rendu du COPIL et le fournira à FAM dans un délai de 15 jours suivants ledit COPIL.

COPIL	Objectif de la réunion	Documents / Livrables par le titulaire	Planning prévisionnel du COPIL
1- Réunion de lancement de la prestation	<i>Validation de la méthodologie, du planning de mise en œuvre de</i>	<i>Méthodologie et plannings validés</i>	<i>Au lancement de la prestation. Avant la première mission du prestataire.</i>

	<i>l'accompagnement perlé et des missions.</i>		
2- Réunion de fin de tranche ferme	<i>Présentation des rapports et missions effectuées : recommandations et points de vigilance</i>	<i>Rapports mensuels et rapports de mission sur site (déjà fournis à FAM par le titulaire mais à refournir pour le COPIL)</i>	<i>Avant la fin de la tranche ferme</i>
3 – Réunion de début de tranche optionnelle	<i>Présentation du planning de mise œuvre e l'accompagnement intégrant.</i>	<i>Méthodologie et plannings validés.</i>	<i>Au lancement de la tranche optionnelle. Avant la première mission du prestataire.</i>
4- Réunion de fin de tranche optionnelle si affermie	<i>Présentation des rapports et missions effectuées : recommandations et points de vigilance</i>	<i>Rapports mensuels et rapports de mission sur site (déjà fournis à FAM par le titulaire mais à refournir pour le COPIL)</i>	<i>Avant la fin de la tranche optionnelle</i>

Le COPIL pourra également se réunir, sur demande du titulaire ou de l'acheteur, si nécessité requise par l'exécution du marché et cela sans modification de l'offre financière du titulaire.

26. DELAIS DE LIVRAISON

Le prestataire devra remettre les livrables, au maximum dans un délai maximum de 15 jours à l'issue de la période considérée, par le rapport synthétique mensuel excepté pour celui portant sur le mois d'août (en l'absence d'activité du programme au cours du mois d'août).

Le rapport de mission sur site sera à transmettre dans les 15 jours suivant la fin de la mission.

Le prestataire devra informer sans délai FranceAgriMer de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de sa prestation. Tout retard dans l'exécution du marché dans les délais contractuels doit être motivé.

Le planning proposé par le prestataire dans son offre pourra être modifié d'un commun accord entre les parties dans le respect de la date de fin du marché.

La prolongation du délai limite n'est possible que lorsque le prestataire est dans l'impossibilité de le respecter du fait d'un événement qui n'est pas de son fait ou ayant le caractère de force majeure, ou du fait de l'acheteur.

Pour bénéficier de cette prolongation, le prestataire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Il indique, par la même demande, la durée de la prolongation demandée. En l'espèce, la prolongation du délai est formalisée par voie d'avenant.

En cas de dépassement, du fait du prestataire, des délais fixés ou reportés, une pénalité pour retard pourra être appliquée par l'acheteur selon les modalités prévues ci-avant à l'article 15 du présent document.

27. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations se dérouleront dans tout lieu que le prestataire aura jugé nécessaire pour mener à bien les prestations dont il a la charge.

Les réunions du COPIL se dérouleront de préférence par visioconférence ou dans les locaux de FranceAgriMer, localisés au 12, rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93).

Annexe 1 : Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, **ci-après désigné « FranceAgriMer »**

Et, d'autre part, le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant» ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
 - les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
 - les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché.

Les finalités de ces traitements sont les suivantes : réponse et précisions à des questions d'auditeurs étrangers, constitution de dossiers préalables aux missions ou au processus d'audit/agrément ou de leurs suites, présentations éventuelles, préparation aux missions/conférences/séminaires.

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement, l'adaptation, la modification, l'extraction, la transmission, la diffusion, la mise à

disposition, le rapprochement, l'interconnexion, ...

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : données d'entreprises techniques, économiques et financières, processus technologiques et sanitaires/phytosanitaires, procédés de fabrication, brevets, données administratives, notamment les rapports d'inspection officiels d'entreprises, données statistiques, listes de clients.

Les catégories de personnes physiques concernées sont les suivantes : responsables et employés des entreprises, responsables administratifs français et étrangers

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.
En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.
Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.
- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.

- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après « sous-traitant ultérieur »), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées,

afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.